



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Paris, le

**Le ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie**

à

Madame la directrice générale
Messieurs les directeurs généraux d'agences de
l'eau

Objet : Financement des retenues de substitution

La conférence environnementale qui vient de s'achever a permis à l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de la ressource en eau de débattre pendant deux jours des solutions les plus pertinentes à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la DCE dans un contexte de changement climatique.

La raréfaction de la ressource en eau dans certains territoires est source de conflits d'usage croissants entre usagers et d'une détérioration de l'état des eaux d'un point de vue quantitatif et qualitatif. La construction de nouvelles retenues de stockage fait partie des solutions le plus souvent mises en avant pour éviter ces conflits d'usage et sécuriser la ressource pour chacun des usagers. Cette solution ne permet pas à elle seule de répondre aux enjeux d'une gestion durable de la ressource en eau et trop souvent ne fait que déplacer dans le temps et sur le territoire les problèmes rencontrés.

Pour conjuguer une sécurisation à court terme et une gestion à long terme de la ressource en eau, il est nécessaire que la gestion de la ressource en eau s'effectue dans le cadre de projets de territoire concertés localement avec l'ensemble des parties prenantes. Pour être efficaces, ces projets devront à la fois viser à améliorer la connaissance de la ressource, à promouvoir les économies d'eau (notamment via l'engagement dans des pratiques agricoles moins consommatrices d'eau) et à améliorer la qualité des milieux aquatiques tout en sécurisant l'approvisionnement. Un travail complémentaire pour préciser ces notions sera conduit cet automne.

.../...

Seuls les projets de retenue de substitution s'inscrivant dans un tel projet de territoire peuvent bénéficier d'un soutien financier des agences de l'eau.

Dès à présent, à titre transitoire, pour les projets administrativement bien engagés et devant bénéficier d'une aide du FEADER programmée en 2013, vous pourrez proposer à vos instances le financement de telles retenues de substitution s'il s'agit de projets collectifs s'inscrivant dans une démarche territoriale de progrès sur la gestion quantitative, permettant d'améliorer l'état des milieux et comprenant obligatoirement un volet visant à la réduction des prélèvements pour l'irrigation.

Philippe MARTIN



Copie à : Mesdames et Messieurs les DREAL de bassin